

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 8 OCTOBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} OCTOBRE 2007
(PICARDIE)

NOR : ASET0751188M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment de Picardie ;
L'union régionale des sociétés coopératives ouvrières de production de
Picardie ;
L'union régionale de Picardie CAPEB,

D'une part, et

L'union régionale de Picardie FO ;
L'union régionale de Picardie CFDT ;
L'union régionale de Picardie CFTC,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles XII.8 et XII.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal (35 heures hebdomadaires)	TAUX horaire minimal
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 283,13	8,46
- Position 2	170	1 305,88	8,61
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 346,83	8,88
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 412,05	9,31
- Position 2	230	1 513,67	9,98
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1 615,29	10,65
- Position 2	270	1 719,94	11,34

Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1^{er} octobre 2007, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en 15 exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Amiens, le 8 octobre 2007.

(Suivent les signatures.)